

Soutenir nos universités pour assurer notre développement

Luc Vinet, recteur de l'Université de Montréal

Intervention à l'occasion du colloque « Notre avenir : un dialogue public », le 19 octobre.

Pour toute société, améliorer le niveau de vie de ses concitoyens est, ou devrait être un objectif hautement souhaitable. L'Organisation de coopération et de développement économiques identifie à cet égard trois facteurs déterminant le niveau de vie des sociétés : l'investissement, l'éducation et la recherche. On remarquera que les universités jouent un rôle majeur dans deux de ces trois secteurs d'activité, soit l'éducation et la recherche, qui sont l'une et l'autre vouées au développement et à l'expression du talent.

Parlons d'abord de l'éducation.

Qui s'instruit s'enrichit, dit l'adage. Cela est vrai, bien entendu, sur le plan strictement pécuniaire : on sait que le revenu moyen est plus élevé chez les diplômés universitaires. Mais cela est également vrai sur le plan de l'emploi : le nombre d'emplois de haut savoir progresse de nos jours beaucoup plus rapidement que celui des emplois à faible densité de savoir, et l'on sait que le taux de chômage est inversement proportionnel au niveau d'instruction.

Heureusement, on note au Québec une augmentation sensible du taux d'obtention d'un grade universitaire chez les 25-34 ans. Cependant, notre société continue d'afficher un taux record de décrochage scolaire. Et le choc démographique qui se profile annonce une crise de l'emploi, comme l'a déjà souligné avec à-propos le Manifeste des lucides.

La réponse à cette crise appréhendée passe en grande partie par un soutien accru aux universités. Tout est dans les *moyens*.

- Il faut que nos universités aient les *moyens* d'augmenter le taux de diplomation. À cet égard, il importe d'adopter sans *a priori* les mesures d'accessibilités et de financement les plus progressistes socialement et de revoir avec ouverture la participation de tous les acteurs sociaux au financement de la formation universitaire.

- Il faut que les universités aient les *moyens* d'élargir leur bassin de recrutement. Rappelons que les projections évaluent à 7 millions le nombre d'étudiants internationaux en 2025 – un marché dont il faut pouvoir occuper une part significative.
- Il faut que les universités aient les *moyens* d'offrir des formations de la meilleure qualité, conformes aux standards internationaux les plus élevés. Il serait irresponsable d'accroître le nombre d'étudiants universitaires et de leur offrir une formation qui ne rivalise pas avec ce qui s'offre ailleurs. Sur ce point, nous sommes très à risque.

Ces *moyens*, nous ne les avons pas, alors que d'autres universités canadiennes, elles, les ont. L'Université de Waterloo, par exemple, mettra bientôt sur pied un institut de politiques publiques grâce à un don 100 millions de dollars. 100 millions \$, c'est l'équivalent de la moitié des dons de la dernière campagne de financement de l'Université de Montréal. Pour un seul centre de recherche ! L'Université de la Colombie-britannique, de son côté, a recruté l'été dernier un Prix Nobel. Pas une seule université québécoise n'est actuellement en mesure d'en faire autant !

Nos universités n'ont ni les moyens de leurs ambitions, ni les moyens de leurs concurrentes. Et pour cause. Je rappelle qu'une commission évaluait, il y a trois ans déjà, à 375 millions de dollars le fossé qui sépare les universités québécoises de leurs homologues du reste du Canada. Depuis, ce fossé n'a cessé de se creuser.

Nos universités sont sous-financées non seulement par rapport aux universités du reste du pays, mais également par rapport aux universités publiques des États-Unis. Actuellement, les universités publiques américaines – je ne parle même pas de Harvard – disposent de 5000 \$ de plus par étudiant que les universités canadiennes en subventions gouvernementales, et de 3000 \$ en droits de scolarité. En tout, c'est 8000 \$ de plus que la société américaine consacre à la formation de ses étudiants.

Dit autrement, le Québec devrait injecter 1,5 milliard \$ par année dans ses universités pour les financer à la même hauteur que les établissements d'État de nos voisins du sud. C'est, dûment chiffré, le prix de notre compétitivité.

Devant de tels chiffres, on nous demande souvent : comment relever ce défi ? La seule vraie réponse tient pour moi dans la mobilisation de l'ensemble des acteurs de notre société quant à l'urgence d'agir.

Nous devons nous employer sans relâche à trouver une solution collective au sous-financement qui grève les ressources de nos universités. On ne peut se satisfaire de demi-mesure, ce serait faire une croix sur notre avenir.

Il me semble aussi important de dégager un large soutien au développement des infrastructures universitaires. Toutes les universités le font et nos besoins l'exigent. Or, nous sommes souvent frileux à cet égard. Nous prétextons de la baisse démographique pour remettre à demain des travaux nécessaires aujourd'hui. Quand on comprend la nécessité d'accroître la participation aux études universitaires et de développer nos activités de recherche, on mesure le bien-fondé de ces développements.

L'autre déterminant du niveau de vie identifié par l'OCDE, c'est la recherche et l'innovation. Et là encore, les universités interviennent de façon majeure.

En comparaison avec le reste du Canada et les pays de l'OCDE, le Québec ne fait pas si mauvaise figure. Cependant, il ne peut rester coi, car l'environnement est très volatil. Pour reprendre l'expression de Camille Limoges, le Québec doit s'inspirer de ces Lilliputiens que sont les Pays-Bas, le Danemark, la Finlande et l'Irlande, qui tous se sont donné une stratégie d'innovation ambitieuse et une approche intégrée du développement scientifique.

Nous avons, nous aussi, besoin d'un véritable plan national de l'innovation. Ce plan devrait assurer la croissance de la recherche universitaire et de la R-D privée.

Sur le flanc universitaire, nous avons besoin d'une coalition de tous les acteurs pour accroître le soutien aux postes de chercheurs, le financement direct et indirect de la recherche proprement dite et le développement des infrastructures. Toute stratégie cohérente de soutien à la recherche suppose un rehaussement des budgets de fonctionnement, sans quoi l'effort de recherche ne pourra être soutenu.

Par ailleurs, la croissance de la R-D privée interpelle également les universités en ce qu'elles auront à soutenir cette croissance par la formation d'un nombre supérieur de chercheurs. Pour référence, il y a au Québec 8,6 chercheurs par 1000 habitants et 1 % de la population détient un doctorat; en Finlande, on dénombre 14,7 chercheurs par 1000 habitants et deux fois plus de Ph.D. Ici encore, la question du financement universitaire apparaît cruciale, et en particulier le financement des études aux cycles supérieurs.

Les décideurs, faut-il le rappeler, sont sensibles aux pressions populaires. L'un des principaux obstacles à un investissement massif en éducation tient sans doute au peu d'intérêt apparent de la population. Selon le rapport Gervais, la fraction de la population québécoise qui considère l'éducation comme priorité numéro un est passée en 40 ans de 41 % à 5 % !

Il faut saluer à cet égard l'engagement du premier ministre Jean Charest en faveur de l'éducation supérieure. C'est à son initiative que s'est tenu l'an dernier le sommet sur l'enseignement postsecondaire et la formation professionnelle du Conseil de la fédération.

À ce sommet, qui se tenait au moment des Jeux Olympiques de Turin, Dalton McGuinty s'étonnait que les Canadiens veuillent avoir les meilleurs athlètes du monde, mais qu'ils ne veuillent pas avoir les meilleures universités.

Les Québécois devraient partager l'étonnement du premier ministre ontarien. Leur avenir dépend largement de cette prise de conscience, et des gestes qu'ils feront pour se donner un système universitaire parmi les meilleurs au monde.